pas non plus qu'au moyen du serment et de recommandations qu'il ne mérite pas un spéculateur obtienne ce qui est destiné à un colon, ou ce qui appartient aux autres et ce surtout pour y faire de plus gros chantiers. Il n'a pas le droit de blâmer le marchand de bois lorsqu'il s'efforce de l'imiter. Il ne peut logiquement condamner qui ce se fait légalement et le faire lui-même illégalement. Il ne peut consciencieusement morceler une limite légalement acquise, pour s'en faire une petite. Enfin, il ne peut reprocher au licencié de couper de l'épinette à 12 pouces quand lui-même veut l'enlever jusqu'à quatre pouces, augmentant par là et d'autant les dangers du feu. Il ne peut souhaiter la disparition du marchand de bois licencié et en vouloir dix ou quinze autres à sa place, à condition toutefois qu'il soit de ce nombre.

Que ferait-il à la place du Ministre, de son agent et surtout du licencié, qu'il se rappelle toujours que l'intérêt personnel ne le justifie pas de se npre avec sa conscience ni de s'approprier injustement le bien d'autrui, même si c'est le bois du licencié ou la terre d'un colon, ou la pièce de César.

Personne n'ignore qu'il est avantageux d'avoir avec un bon lot tout le bois du licencié (il le serait également d'avoir son moulin), mais il ne faut pas oublier que le licencié a légalement acquis, les premiers droits sur ce bois par une vente régulière, à l'enchère, et probablement faite pour les besoins de l'industrie et de l'administration.

Puisqu'il en est ainsi, on doit nécessairement en accepter les inconvénients comme les avantages et à part la colonisation bien entendue, il n'y a certainement pas de raison pour qu'un propriétaire soit dépossédé de son bien en faveur d'autres marchands de bois et au préjudice de la colonisation. D'ailleurs, l'industrie forestière ne devrait pas avoir l'effet de restreindre la culture, au contraire, ensemble et toutes deux, elles rendraient plutôt la prospérité plus générale, plus stable, si on voulait tirer également profit de ces grandes sources de revenus, c'est-à-dire, si on cultivait plus les terres obtenues de la Couronne et à cette condition, si librement acceptée.

Dans tous les cas, la population semble unanime à reconnaître que si le bois est très utile, il y a quelque chose d'absolument indispensable et que le prix en est déjà assez élevé, sinon trop; j'ai nommé les produits alimentaires.